

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22055 - 81ÈME ANNÉE

180 litres d'eau potable par jour et par personne

Sécheresse précoce : la crise de l'eau à La Réunion rappelle les limites d'un modèle à bout de souffle

Face à une sécheresse précoce, le préfet place La Réunion en vigilance et l'Ouest en alerte. Mais au-delà du manque de pluie, la crise révèle les limites d'un modèle fondé sur le gaspillage : 180 litres d'eau potable consommés par jour et par personne pour 2 litres de besoins vitaux, plus 35 % perdus dans les réseaux et payés par les abonnés aux JI-RAMA-péi. Cette situation impose de repenser les usages et la gestion de l'eau comme un bien commun à préserver.

Le représentant de l'État à La Réunion a lancé le 20 avril un appel à « la responsabilité de tous » face à une sécheresse jugée précoce et préoccupante. L'ensemble du territoire est placé en vigilance et cinq communes de l'Ouest — Saint-Paul, Le Port, La Possession, Trois-Bassins et Saint-Leu — passent en niveau d'alerte pour les eaux souterraines, avec restrictions sur certains usages. La décision intervient après le constat alarmant dressé par l'Office de l'eau : les réserves diminuent beaucoup plus tôt que prévu.

Depuis janvier, la saison des pluies n'a pas tenu ses promesses. Après une fin d'année 2025 exceptionnellement arrosée, l'année 2026 marque une rupture brutale : déficit de 45 % en janvier, de 60 % en février, et un mois de mars très loin des normales. L'absence de dépressions tropicales et la faiblesse des épisodes pluvieux ont rapidement effacé les excédents accumulés.

Les conséquences sont déjà visibles. Les rivières du Nord et de l'Est voient leurs débits diminuer. Les nappes souterraines reculent. Dans l'Ouest, la nappe du Port se recharge trop lentement et des intrusions d'eau salée menacent déjà plusieurs captages. Franchir les seuils critiques mettrait en péril la qualité de l'eau potable.

Gaspillage organisé pour faire des profits

Mais cette crise n'est pas seulement climatique. Elle révèle surtout les contradictions d'un modèle de gestion qui banalise le gaspillage d'une ressource pourtant rare. À La Réunion, chaque habitant consomme en moyenne 180



litres d'eau potable par jour. Or les besoins vitaux d'un être humain sont estimés à environ 2 litres quotidiens. Cela signifie que 178 litres servent à d'autres usages : chasse d'eau, nettoyage, arrosage, piscines.

Ce système, importé d'un autre contexte, montre aujourd'hui ses limites. L'eau rendue potable au prix d'investissements considérables — financés par les usagers, les collectivités, l'État et l'Europe — est utilisée pour des usages qui ne nécessitent pas tous une telle qualité. À cela s'ajoute une autre absurdité : près de 35 % de cette eau disparaît dans les fuites du réseau avant même d'arriver au robinet.

Le préfet appelle chacun à la responsabilité. Mais les gestes individuels, aussi nécessaires soient-ils, ne suffiront pas sans remise en cause du modèle lui-même. Car la sécheresse actuelle met au jour une fragilité plus profonde : celle d'un système qui repose sur une consommation élevée et sur des infrastructures coûteuses, alors que l'île dispose de ressources limitées.

Des alternatives existent

Des alternatives existent pourtant. Développer massivement la récupération des eaux de pluie pour les toilettes, le nettoyage ou l'arrosage permettrait de soulager la pression sur l'eau potable. Mettre fin au gaspillage des gros

consommateurs, notamment pour les piscines et les pelouses, devrait également faire partie du débat. Repenser les usages selon les besoins réels devient une nécessité.

La sécheresse précoce de 2026 sonne comme un avertissement. Elle rappelle que la question de l'eau n'est pas seulement une affaire de météo, mais aussi de choix de société. À La Réunion, préserver la ressource impose plus que des restrictions ponctuelles : cela exige une rupture avec un modèle qui atteint aujourd'hui ses limites.

M.M.

Hausse de 14 % en un an

Faillites d'entreprises : dans les anciennes colonies devenues départements français, la crise du système néocolonial s'aggrave

La hausse de +14 % des défaillances d'entreprises au premier trimestre 2026 dans les anciennes colonies françaises devenues départements confirme l'aggravation d'une crise structurelle. Avec 587 défaillances, après déjà +16 % en 2025, ces territoires figurent parmi les plus touchés de la République française. Pour Allianz Trade, la tendance se poursuit, alors même qu'un record national de plus de 70 000 défaillances est annoncé en France en 2026.

Cette situation est analysée comme la conséquence d'un modèle néocolonial fondé sur la dépendance, où les transferts publics venus de France alimentent davantage des profits privés rapatriés que le développement d'une économie productive locale. Les défaillances d'entreprises révèlent ainsi l'épuisement de ce système.

La Réunion, avec 269 entreprises défaillantes, est le principal contributeur à cette crise devant la Martinique et la Guadeloupe. Si ce chiffre traduit le poids économique du pays, il met surtout en lumière sa vulnérabilité, dans une

économie largement dominée par l'importation. La flambée de +117 % en Guyane confirme que la crise est générale.

Les secteurs les plus touchés — services (37 %), construction (23 %) et commerce (18 %) — illustrent cette fragilité. Ce sont des activités particulièrement exposées à la baisse de la consommation, à l'augmentation des coûts importés et à la domination de circuits économiques contrôlés hors des territoires.

Pour cette analyse, la multiplication des faillites n'est pas une simple conséquence conjoncturelle, mais le produit d'une organisation économique qui freine le développement endogène. Les chiffres d'Allianz Trade apparaissent comme un avertissement : sans rupture avec cette logique de dépendance, l'asphyxie du tissu économique local risque de s'aggraver.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991-2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Plus besoin d'aller de l'autre côté de l'Afrique, en France, pour devenir ingénieur

Coopération Chine-Madagascar : l'atelier Lu Ban pourrait ouvrir aussi une opportunité pour les jeunes Réunionnais

La coopération sino-malgasy autour de l'atelier Lu Ban fait de Madagascar un pôle régional d'excellence technologique. Cette avancée ouvre aussi une opportunité pour les jeunes Réunionnais : plutôt que partir en France, ils peuvent se former à l'ingénierie à Antananarivo, à moins de deux heures de vol. Madagascar peut redevenir ainsi un lieu naturel d'études supérieures pour La Réunion, au cœur d'une coopération régionale tournée vers l'innovation et le développement.

Madagascar et la Chine viennent de franchir une nouvelle étape dans leur coopération éducative et industrielle. Le 21 avril 2026, une signature stratégique relative à l'exploitation de l'atelier Lu Ban s'est tenue à la présidence de l'Université d'Antananarivo, confirmant l'ambition commune de renforcer la formation technologique et l'innovation.

Cette avancée dépasse le seul cadre malgache. Elle ouvre aussi une perspective nouvelle pour La Réunion. L'atelier Lu Ban représente une opportunité majeure pour les jeunes Réunionnais souhaitant devenir ingénieurs ou techniciens de haut niveau. Jusqu'ici, beaucoup étaient contraints de partir en France, à des milliers de kilomètres, de l'autre côté de l'Afrique, pour accéder à certaines formations spécialisées.

Se rapprocher de l'Université d'Antananarivo

Désormais, une alternative régionale crédible émerge : Antananarivo, accessible en moins de deux heures de vol. Il conviendra alors de se rapprocher de l'Université d'Antananarivo pour permettre à des Réunionnais d'accéder à des formations de très haut niveau et très demandées.

Cette proximité redonne une actualité forte à une vieille réalité historique : Madagascar comme espace naturel d'échanges intellectuels et universitaires pour les Réunionnais. Avec le développement de formations technologiques de niveau international, la

Grande Île peut redevenir un lieu d'études supérieures privilégié dans l'océan Indien.

Ingénieurs en électrotechnique et automobile

Ce partenariat réunit le Collège professionnel de mécanique et d'électricité de Tianjin, l'École d'industrie de machinerie et d'électricité de Tianjin, l'École Supérieure Polytechnique de l'Université d'Antananarivo et China Railway. Il illustre une coopération fondée sur le transfert de compétences, le développement industriel et l'excellence académique.

Au cœur du projet figure l'atelier Lu Ban, inauguré en 2022 sur le campus de Vontovorona. Ce centre technologique de 2.000 m² propose un cursus de trois ans dans deux spécialités internationales, l'électrotechnique et l'automobile, avec des standards pédagogiques reconnus.

Doté d'un investissement d'environ un million de dollars, il dispose de 93 unités de matériels pédagogiques, de multiples salles de formation pratique et d'équipements de pointe en automatisation, maintenance et simulation industrielle.

L'objectif est de former une main-d'œuvre qualifiée, renforcer l'employabilité des jeunes et accompagner l'industrialisation de Madagascar. Mais pour les Réunionnais, l'enjeu est aussi géopolitique : se tourner davantage vers leur environnement régional plutôt que dépendre exclusivement d'un modèle centré sur l'ex-métropole.

Le nom Lu Ban, inspiré d'un grand inventeur chinois, symbolise la transmission du savoir-faire et l'innovation. À travers cette coopération, Madagascar pourrait devenir un pôle régional de formation d'excellence — et, pour une nouvelle génération réunionnaise, une destination naturelle pour étudier, innover et construire l'avenir dans l'océan Indien.

M.M.

Oté

**« Lyèv i koné son zèrb ! » :
In kozman pou la rout**

Mézami zot i rapèl fitintan kan téi mète dolé dsi l'fé koman téi falé fèr antanssion. Dabor pou kossa téi mète delé a bouyir. Pars i fo détrui bann baktéri é fèr an sorte wi sava pa trap in mikrobe wi vé pa.

Pou kossa ? Pars dolé dann son manyèr sa lé in pé ipokrite : li bouj pa, li bouj pa, li bouj pa é toudinkou li monte é si ou la pa pran garde dolé i vèrs dann fé.

Sé pou sa lo patoi i di anou, kan in n'afèr lé délika, i fo wi porte atanssion sak wi fé dopi komansman ziska la fin lo zopérassion. Opliss l'afèr lé délika, opliss i fo port atanssion konmsa ou lé sir i ariv pa ou in n'afèr dépléزاب.

Zot i koné la pa toultan, mé défoi ou lé dann in sityassion woi doi fèr bien atanssion pangar i ariv aou in n'afèr wi vé pa mé la plipar rante nou i koné so bann sityassion-la é lé prévni k'i fo fèr atanssion.

Alé ! mi kite azot rofléshir la dsi é ni retrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin